

Au fil des jours et des lectures n°223

Comaguer 2023.03.20

Le texte dont suit la traduction a été publié ce matin -20 mars 2023 - en anglais par le site World Socialist Web site (wsws.org). Que l'on partage ou non les conclusions du WSWWS il pose des questions qui se posent à l'intérieur de la société française et du mouvement social actuel.

La lutte des classes contre Macron et les leçons de la Commune de Paris

Comité international de la Quatrième Internationale- 19 mars 2023

Traduction Deepl corrigée par Comaguer

Dans le célèbre cimetière du Père Lachaise à Paris, se trouve ce que l'on appelle le Mur des Communards. C'est là que, le 28 mai 1871, 147 membres de la Commune ont été exécutés par l'armée française et enterrés dans une fosse commune. Ces exécutions ont été le point culminant d'un massacre d'une brutalité inimaginable, la "Semaine sanglante", au cours de laquelle la classe dirigeante française a réprimé la Commune de Paris, tuant jusqu'à 20 000 travailleurs. L'histoire et les leçons de la Commune sont d'une immense pertinence contemporaine, alors que le président français Emmanuel Macron, soutenu par l'appareil d'État, s'apprête à imposer des réductions de retraites au mépris d'une opposition populaire écrasante, sans même un vote au parlement.

Avec ses actions dictatoriales, Macron arrache une fois de plus le masque démocratique de l'État capitaliste. Macron a déclaré qu'un vote constituait une menace intolérable pour la stabilité des marchés financiers, qui ne toléreraient pas un "non". Il a déclaré : "Mon intérêt politique et ma volonté politique étaient d'aller jusqu'au vote (à l'Assemblée nationale sur les réductions). Mais je considère que dans la situation actuelle, les risques financiers et économiques étaient trop importants. ". Macron a mis de côté l'opposition des trois quarts des Français à ses coupes, et des millions de travailleurs en grève contre elles. En s'appuyant sur des dispositions obscures de la constitution française, il les impose par décret à moins que le parlement ne vote la chute de son gouvernement. Et il envoie des dizaines de milliers de policiers antiémeutes lourdement armés pour prendre d'assaut les manifestations qui éclatent dans toute la France.

Une confrontation décisive entre la classe ouvrière et l'État capitaliste se dessine, alors que les négociations sont rompues et que la marge de manœuvre pour un régime "démocratique" disparaît. Les calculs des banques ne sont pas difficiles à expliquer. Les travailleurs s'opposent massivement à l'idée de réduire le niveau de vie pour dépenser des centaines de milliards d'euros pour le sauvetage des banques et la guerre de l'OTAN contre la Russie. Puisque le peuple s'oppose aux politiques exigées par les banques, l'État capitaliste va se passer des appareils de la démocratie et imposera par la force sa volonté au peuple. Paris a été transformé en un véritable camp retranché, avec des policiers lourdement armés déployés pour étouffer toute velléité de protestation. Macron prend ces mesures à l'occasion de l'anniversaire de la création de la Commune de Paris, qui a pris le pouvoir à Paris il y a 152 ans ce week-end, au milieu de l'effusion de sang de la guerre franco-prussienne, le 18 mars 1871. C'était la première fois dans l'histoire que la classe ouvrière construisait son propre État. Les réalisations de la Commune, mais aussi son horrible massacre sont de grandes expériences de la lutte internationale des classes Karl Marx et son grand penseur Friedrich Engels, et plus tard Vladimir Lénine, Léon Trotsky et les Bolcheviks, ont tiré les leçons impérissables de cette lutte de la Commune contre l'État. Dans son introduction de 1891 à l'ouvrage classique de Marx sur la Commune, La guerre civile en France, Engels écrit :

Quel avait été l'attribut caractéristique de l'ancien État [renversé par la Commune] ? La société avait créé ses propres organes pour veiller à ses intérêts communs, à l'origine par la simple division du travail. Mais ces organes, à la tête desquels se trouvait le pouvoir d'État, avaient au fil du temps, dans la poursuite de leurs intérêts particuliers, s'étaient transformés de serviteurs de la société en serviteurs des maîtres de la société, comme on le voit par exemple non seulement dans la monarchie héréditaire, mais aussi dans la république démocratique.

Au milieu du carnage impérialiste de la Première Guerre mondiale, alors que Lénine travaillait à l'élaboration des bases de la révolution d'octobre 1917 en Russie, il a étudié les travaux de Marx et Engels sur la Commune. Au centre de la perspective de Lénine se trouve la définition d'Engels de l'État comme le produit de l'irréconciliabilité des intérêts des classes antagonistes, et un outil de la classe dirigeante pour imposer son diktat à l'ensemble de la société. Lénine a appelé au transfert du pouvoir de l'État aux soviets (conseils) construits par les travailleurs, qui supprimeraient la violence contre-révolutionnaire de la classe dirigeante et, en mettant en œuvre des politiques socialistes, créeraient l'égalité sociale, surmonteraient la division de la société en classes division qui permet l'émergence de l'État. Il a écrit :

Engels clarifie le concept de "pouvoir" qui s'appelle l'État, un pouvoir issu de la société, mais qui se place au-dessus d'elle et s'en éloigne de plus en plus. En quoi consiste principalement ce pouvoir ? Il s'agit de corps spéciaux d'hommes armés ayant des prisons,... etc. ... à sa disposition.

Un État naît, un pouvoir spécial est créé, des corps spéciaux d'hommes armés, et toute révolution, en détruisant le pouvoir de l'État, nous montre la lutte des classes à l'état nu, nous montre clairement comment la classe dominante s'efforce de restaurer les corps spéciaux d'hommes armés qui sont à son service, et comment la classe opprimée s'efforce de créer une nouvelle organisation de ce type, capable de servir les exploités au lieu de servir les exploités.

Les développements en France confirment ce que les grands marxistes ont expliqué : L'État, même sous forme parlementaire-démocratique, est un mécanisme pour la dictature d'une classe dominante. La voie à suivre pour la classe ouvrière contre l'État capitaliste est une lutte pour construire ses propres organes de pouvoir ouvrier et leur transférer le pouvoir d'État dans une révolution socialiste. Macron répond à une série de crises de plus en plus graves, notamment à l'expansion de la guerre des États-Unis et de l'OTAN contre la Russie, à l'impact de la pandémie du virus COVID-19, à l'aggravation de la crise économique et financière du système capitaliste mondial et, surtout, à la résurgence de la lutte de classe. Les grèves et la colère sociale atteignent face à la guerre et aux inégalités sociales une intensité sans précédent.

En réponse, Macron se tourne vers la règle du décret. La question cruciale qui se pose à la classe ouvrière est de tirer les conclusions politiques et stratégiques imposées par cette crise historique. Celle-ci témoigne d'une réalité politique essentielle : La révolution socialiste reste à l'ordre du jour. Il n'y a pas de voie parlementaire pour défendre les droits sociaux et démocratiques. Les travailleurs ne peuvent accorder aucune crédibilité aux bureaucraties syndicales françaises ou aux politiciens de la pseudo-gauche comme Jean-Luc Mélenchon. Ils colportent tous l'illusion que les grèves de protestation feront changer Macron d'avis ou convaincront le parlement de voter pour le premier ministre français Élisabeth Borne. Mais Macron n'a pas l'intention de faire marche arrière. Et même si un nouveau gouvernement capitaliste s'installait demain en France, il essaierait toujours de piller les travailleurs pour financer la guerre de l'OTAN et le sauvetage des banques de l'UE, qui ont le soutien de tous les partis de l'establishment. Il se retrouverait rapidement en opposition frontale avec la classe ouvrière. Ceux qui nient que la situation est révolutionnaire, ou qui disent que les travailleurs ont d'abord besoin de plus d'expériences avec la démocratie bourgeoise, sont des réactionnaires qui tentent de faire dérailler le mouvement. Les travailleurs n'ont pas besoin de plus d'expérience avec la "démocratie bourgeoise" ; ils ont l'expérience de la dictature bourgeoise.

Ils ont l'expérience du fait que la véritable démocratie n'est pas compatible avec la bourgeoisie. Ce n'est pas propre à la France, mais se déroule à l'échelle internationale. Les États capitalistes du monde entier, face à la colère grandissante de la classe ouvrière, s'octroient de plus en plus de pouvoirs dictatoriaux. Au Sri Lanka, où un soulèvement massif de la classe ouvrière a fait tomber le président Gotabhaya Rajasthan. Gotabhaya Rajapakse l'année dernière, l'État capitaliste prend la forme d'un régime d'exception qui s'arroge des pouvoirs spéciaux pour interdire les grèves, proscrire les manifestations et emprisonner les opposants politiques. L'année dernière, les Démocrates et les Républicains aux États-Unis ont uni leurs forces pour interdire une grève des cheminots et imposer un contrat qui avait été rejeté. Tout au long de la lutte en France, le Comité international de la Quatrième Internationale et sa section française Internationale et sa section française, le Parti de l'égalité socialiste (PES), ont

appelé à la constitution de comités de base, indépendants des bureaucraties syndicales, pour organiser et coordonner la lutte contre Macron. Seuls de tels organes peuvent unifier les grèves et les manifestations, défendre les travailleurs et les jeunes contre les attaques de la police, et briser le diktat sur la lutte de classe des organisations engagées dans le "dialogue social" c'est-à-dire la subordination des masses à l'État capitaliste. Dans le même temps, le développement d'organisations de travailleurs dans chaque usine, sur le lieu de travail et dans chaque quartier est le fondement pour établir les bases d'une nouvelle forme de pouvoir - non pas l'État capitaliste et ses corps d'hommes armés, mais un État ouvrier.

Pour jouer ce rôle, cependant, la classe ouvrière doit être pleinement consciente que sa tâche n'est pas de trouver une voie parlementaire, mais de prendre le pouvoir et de construire une société socialiste. Elle doit s'engager dans la lutte des classes en étant consciente qu'elle poursuit la lutte historique et internationale initiée, il y a plus de 150 ans, par les héroïques combattants de la Commune.